



European
Social
Network



Le Réseau des services sociaux pour l'Europe

Bilan de l'année 2016



Le European Social Network
est soutenu par la Commission
Européenne.

esn-eu.org

European Social Network
Victoria House
125 Queens Road
Brighton BN1 3WB
United Kingdom
Tel +44 (0) 1273 739 039
Fax +44 (0) 1273 739 239
Email info@esn-eu.org
www.esn-eu.org

Introduction

Regarder vers l'avenir

La lettre du Président



Chères et chers collègues,

À la lumière des récentes tensions et de la montée des populismes en Europe, nous sommes inquiets de l'image négative associée aux migrants et réfugiés, ainsi que du manque de prise de conscience des mérites de la démocratie, de la paix et de la coopération. Nous craignons que des divisions économiques et sociales toujours plus graves ne se révèlent sur tout le continent.

Depuis près de 20 ans, European Social Network (ESN) est le réseau indépendant des services sociaux publics locaux en Europe. Il rassemble les personnes qui gèrent, financent et mettent en œuvre les services publics ; dès lors, il contribue au niveau européen à l'expertise de celles et ceux qui sont responsables de la mise en œuvre des politiques publiques sociales à l'échelle locale.

Cet échange de connaissances et la contribution mutuelle aux politiques n'ont, selon nous, jamais été aussi importants qu'aujourd'hui. C'est par exemple la raison pour laquelle nous avons engagé des débats intéressants lors de notre conférence annuelle sur le travail avec les réfugiés, l'intégration des services et la dette des ménages.

En tant que président de l'ESN, je tiens à une gouvernance forte et engagée. À la suite du référendum britannique, l'ESN révisera sa stratégie opérationnelle afin de continuer à offrir le meilleur service à ses membres et de rester un partenaire solide pour la Commission européenne, le Parlement et les États membres.

J'ai pleine confiance en nos membres et en notre secrétariat pour veiller à ce que notre avenir soit européen, durable et axé sur nos valeurs sociales communes.

Avec tous mes vœux pour cette nouvelle année,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'C. Fillet'.

Christian Fillet

Président de l'ESN

European Social Network (ESN) rassemble les personnes qui conçoivent, gèrent et fournissent des services sociaux publics, et celles qui travaillent au sein d'organismes de réglementation et de recherche.

L'ESN soutient le déploiement de politiques sociales et de pratiques d'action sociale efficaces par l'échange et le transfert de connaissances et d'expériences.

Regarder vers l'avenir

La lettre du directeur général



Chères et chers collègues,

À l'approche de la 25^{ème} Conférence européenne des services sociaux, il me revient en mémoire notre tout premier projet sur les budgets personnels, intitulé Towards a People's Europe (« Vers une Europe des peuples ») - un rapport toujours pertinent aujourd'hui, car c'est une approche profondément humaine qui reste le moteur de notre programme d'apprentissage, d'échanges et de développement.

En 2016, les membres de l'ESN ont partagé leurs idées et leurs expériences sur le vieillissement et le handicap à Malines, Sofia, Vilnius et Brighton. Ils ont débattu de la question de la délinquance juvénile à Athènes. En mai, au Parlement européen, nous avons officiellement dévoilé le rapport mené dans 14 pays Investir dans les services à l'enfance sous l'égide de la députée européenne Nathalie Griesbeck et de Gøsta Esping-Andersen, un chercheur de premier plan mondial sur le sujet de la protection de la petite enfance.

Cette année, nous avons travaillé main dans la main avec la Commission européenne pour préparer le Socle des droits sociaux ainsi qu'avec les présidences néerlandaise et slovaque. Nous avons organisé la Conférence européenne des services sociaux à La Haye et notre séminaire « Investir dans le personnel des services sociaux » à Bratislava avec les ministres des Affaires sociales slovaque et maltais.

Fin novembre, j'ai eu l'honneur de m'exprimer lors d'une conférence organisée par le Conseil de l'Europe à Strasbourg, qui posait une véritable question piège : où sont les valeurs de l'Europe ?

Grâce à l'exemple du travail de l'ESN en 2016, j'ai défendu une conception de l'intégration sociale qui transforme la vie des personnes âgées, en situation de handicap, des personnes ayant des problèmes de santé mentale, des jeunes défavorisés, des réfugiés, afin qu'ils puissent tous participer à la vie publique au même titre que les autres citoyens.

Je souhaite remercier la Commission européenne de son soutien et j'espère que vous serez enthousiasmé(e)s à la lecture de ce bilan.

À bientôt à La Valette !

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'JH', written in a fluid, cursive style.

John Halloran
Directeur général de l'ESN

S'informer

Politiques and pratiques : les tendances actuelles



Dennis
Søndergård

Conseiller senior
en technologies de
protection sociale

Danemark

« Je pense intégrer dans mon quotidien professionnel les connaissances que j'ai acquises lors du séminaire de l'ESN sur le personnel des services sociaux afin de développer des approches innovantes de l'aide sociale dans les pays scandinaves »

Investir dans les services à l'enfance pour répondre aux enjeux sociaux

Lancement de notre étude au Parlement européen

Des délégués venus de plus de 20 pays d'Europe se sont réunis fin mai 2016 au Parlement européen à l'occasion du lancement officiel du rapport *Investir dans les services à l'enfance* pour répondre aux enjeux sociaux, un événement qui a marqué la fin d'une étude des services d'aide à l'enfance menée sur trois ans dans 14 pays européens. Elle évalue la mise en pratique des principes essentiels de la recommandation de la Commission européenne « *Investir dans l'enfance* pour briser le cercle vicieux de l'inégalité ».

Ce lancement a pris place sur deux journées. La première a vu la participation des membres de l'ESN issus des 14 pays de l'étude. La seconde fut celle du lancement officiel de la publication, lors d'un événement en symposium au Parlement européen et parrainé par la députée européenne Nathalie Griesbeck, vice-présidente de l'intergroupe du Parlement européen sur les droits de l'enfant.

Dans son discours d'ouverture devant le Parlement, Mme Griesbeck a rappelé au public que les rencontres telles que celles-ci, qui rassemblent les experts locaux de la gestion, du financement, de la mise en œuvre, et de l'évaluation des services d'aide ne sont pas fréquentes au Parlement européen. Pour Hugh Frazer, coordinateur du European Social Policy Network, « il existait un risque : que le pilier « services » de la recommandation de la Commission n'ait pas suffisamment de poids. Grâce à ce travail, cette lacune est désormais comblée ». « C'est probablement le rapport le plus complet de comparaison des politiques et services de protection de l'enfance en Europe aujourd'hui », a déclaré quant à elle Caroline Vink, de l'Institut néerlandais pour la Jeunesse (Youth Institute), qui a parlé de la récente décentralisation des services d'aide à l'enfance dans son pays.

Les intervenants et le public ont échangé et débattu sur

les bonnes pratiques à appliquer dans les services à l'enfance, en se focalisant sur deux grandes questions : la réforme de la protection de l'enfance au sens large, ainsi que l'aide et le soutien aux mineurs non accompagnés.

« Le rapport, avec son large panorama des services sociaux, sanitaires et éducatifs dans de nombreux pays, est une vraie réussite. La rencontre a porté sur les grandes questions soulevées par le rapport et nous a donné de nouvelles perspectives, ainsi que l'occasion d'en discuter de manière plus informelle. »

Pär Alexandersson, Comité national de la santé et de la protection sociale, Suède



Le rapport se base sur un travail avec 14 pays européens sur toute la période de l'étude. Il identifie les forces et les faiblesses des services d'aide à l'enfance et esquisse des propositions d'améliorations en lien avec la recommandation européenne. Les services européens d'aide à l'enfance sont aujourd'hui face à des défis importants, qui exigent une réponse cohérente entre les différents organismes. Parmi ces défis, on peut citer l'arrivée massive de mineurs non accompagnés et la nécessité de répondre à une demande en pleine expansion avec de moins en moins de ressources.

Les composantes essentielles d'une stratégie d'investissement pour les services d'aide à l'enfance doivent inclure la gouvernance, une approche intégrée de la planification et de la réalisation des services, un véritable soutien au personnel et le passage d'une approche fondée sur les résultats quantitatifs à une approche fondée sur les résultats qualitatifs.

Alors que les autorités locales connaissent des pressions financières de plus en plus fortes et doivent démontrer les « bénéfices économiques » des politiques mises en œuvre, les discussions ont porté sur les forces et les faiblesses identifiées dans cette étude pour avancer. Parmi les lacunes, la sous-représentation des familles pauvres dans les services à la petite enfance et la nécessité de renforcer l'expertise professionnelle, d'améliorer la coordination et l'évaluation des services afin d'offrir un accès égal aux services à l'enfance. La nécessité de passer d'un processus d'évaluation axé sur les résultats quantitatifs, comme le demandent souvent les gouvernements nationaux et l'UE (p.ex. au sujet des fonds structurels) à un processus axé sur les résultats qualitatifs a été abordée.

Le développement d'une approche intégrée, décloisonnée, au sein des services sociaux a été également mis en évidence comme permettant d'améliorer la situation des enfants. Par exemple, le

public a pu découvrir de nouvelles initiatives qui combinent financement et services de proximité pour développer une offre complète de services à l'enfance.

En Europe, les services d'aide à l'enfance sont dans un moment de transition : de la réaction à la prévention ; de la prise en charge institutionnelle à une approche de proximité, et d'une évaluation quantitative à une évaluation qualitative. Les présentations et les débats qui ont eu lieu lors du lancement du rapport Investir dans les services à l'enfance pour répondre aux enjeux sociaux ont montré que ces transitions restent en cours, et ce malgré la baisse drastique des ressources et l'arrivée en Europe de dizaines de milliers de mineurs migrants non accompagnés.



« Parmi les grands atouts de cette rencontre, je citerai la facilité avec laquelle les participants ont pu partager leurs idées avec leurs collègues et parler ouvertement des questions et défis qu'ils rencontrent chez eux. »

Alexandra Simoes,
Institut pour la
sécurité sociale,
Portugal

Alfonso Lara Montero, directeur des politiques de l'ESN et responsable du projet de recherche qui a donné naissance au rapport, prévoit la poursuite des tendances identifiées dans ce travail. Les structures, stratégies et services devraient être de plus en plus axés sur les résultats qualitatifs ; les services devraient s'orienter vers des modèles conjoints, possiblement financés par des budgets communs ; et l'évaluation impliquerait nécessairement une notation et des retours de la part des jeunes usagers et de leurs familles, dans une forme de coproduction en pleine émergence.

Le rapport Investir dans les services à l'enfance pour répondre aux enjeux sociaux (en anglais) est disponible au téléchargement dans la bibliothèque des publications de l'ESN : www.esn-eu.org/publications

 Visionnez la vidéo de l'ESN sur les migrants mineurs non accompagnés en cliquant ici : <http://www.esn-eu.org/videos>

 Le rapport Investir dans les services à l'enfance pour répondre aux enjeux sociaux (en anglais) est disponible au téléchargement dans la bibliothèque des publications de l'ESN : www.esn-eu.org/publications

S'informer

Investir dans le personnel des services sociaux Construire une société plus humaine

Le séminaire annuel de l'ESN a été organisé les 15 et 16 novembre à Bratislava, en Slovaquie, en collaboration avec la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne. Cette année, plus de 100 participants venus de 29 pays se sont réunis pour partager leurs connaissances et leur expertise.

Les discussions ont mis en lien des défis essentiels tels que le vieillissement de la population, les contraintes budgétaires et la complexité croissante des besoins avec le sujet du personnel des services sociaux en Europe. Des politiques et des exemples pratiques ont été présentés sur des sujets tels que la mobilité, le recrutement, la planification, la formation et la gestion du personnel des services sociaux, qui représente d'après les estimations de 5 à 10 % de l'économie de l'UE.

Alors que les besoins de

protection et d'aide sociale devraient augmenter, recruter un personnel diversifié, formé et bienveillant se révèle difficile dans certains États membres. Voici quelques-unes des embûches abordées dans le séminaire :

- Disparité des sexes : 78 % des travailleurs sociaux sont des femmes
- Nécessité d'adapter les formations aux besoins sociaux actuels
- Manque de personnel et postes vacants
- Manque de reconnaissance internationale des qualifications dans l'UE
- Barrières culturelles et linguistiques
- Manque général d'attrait de la profession
- Vieillesse de la population (personnel compris)

« Nous ne devons pas oublier d'apprendre des autres pays et d'identifier les bonnes pratiques ailleurs. Il est utile de rassembler des études de cas riches et bien fondées partout dans l'UE (et hors de ses frontières) pour réaliser des analyses de plus grande envergure. Cela étaye une compréhension et un engagement mutuels qui ont du sens ».

Kerry Musselbrook, Institut pour la recherche et l'innovation dans les services sociaux, Écosse, Royaume-Uni.



La première journée a été consacrée aux lacunes entre formation et professionnalisation du personnel des services sociaux. Il est apparu que celui-ci est généralement constitué de deux types de professionnels : un groupe hautement qualifié de travailleurs sociaux, thérapeutes et éducateurs spécialisés, souvent titulaires d'un diplôme universitaire de premier cycle ; et un groupe de professionnels moins qualifiés (notamment dans le domaine des soins à la personne), dont certains n'ont parfois aucune qualification. Pour Colum Conway, Directeur général du Northern Ireland Social Care Council (NISCC), 50% des travailleurs de l'aide à la personne en Irlande du Nord n'ont aucune qualification.

La professionnalisation des travailleurs est vue comme un objectif nécessaire à la qualité du service pour les usagers, mais elle sert également à veiller

à ce que les travailleurs aient les compétences nécessaires pour répondre aux exigences de leur travail dans un secteur caractérisé par les maladies liées au stress, le burn-out et un fort turnover. Ces compétences sont la capacité à créer des relations interpersonnelles, la formation linguistique et l'adaptation aux différences culturelles qui peuvent caractériser certains pays ou publics. Censé contribuer au développement d'une identité professionnelle forte et faciliter l'accès à la formation, l'enregistrement des travailleurs sociaux a été encouragé à plusieurs reprises.

En termes de formation au travail social, Mme Marion Laging, professeure à l'Université technique d'Esslingen, en Allemagne, a noté l'importance du fossé entre théorie et pratique, suggérant que les usagers de services devraient participer à l'élaboration des programmes de formation en travail social.

Lorsqu'on le compare avec le secteur de la santé, le secteur social n'a pas le même succès à recruter des travailleurs qualifiés dans d'autres États membres pour remplir les postes vacants. Doede Ackers (Commission européenne) et le Dr Shereen Hussein (King's College London) concèdent tous deux que cela est en partie dû au manque d'harmonisation des qualifications dans l'UE. D'après les débats, la standardisation des qualifications contribuerait à une plus grande mobilité et aiderait à combler le manque de postes.



Messages-clés

Plusieurs messages-clés sont ressortis des débats. Les voici :

1. La planification devrait prendre en compte la diversité des travailleurs au sein des services sociaux
2. Tous les professionnels devraient être enregistrés afin de bénéficier de formations complémentaires
3. Les qualifications devraient être harmonisées au sein des 28 pays de l'UE
4. Les programmes de recrutement devraient être axés sur la diversité afin d'inclure plus d'hommes, de jeunes et de travailleurs migrants
5. Les formations devraient être axées sur les compétences professionnelles

nécessaires : formations culturelles, linguistiques et par compétences.

Ces deux jours de séminaire ont rassemblé membres et non membres. Pour ceux qui n'ont pas pu se déplacer, nous avons également proposé une diffusion web en direct, à laquelle 176 personnes issues de 27 pays d'Europe et hors des frontières se sont connectées. nécessaires : formations culturelles, linguistiques et par compétences.

Ces deux jours de séminaire ont rassemblé membres et non membres. Pour ceux qui n'ont pas pu se déplacer, nous avons également proposé une diffusion web en direct, à laquelle 176 personnes issues de 27 pays d'Europe et hors des frontières se sont connectées.



Visionnez la vidéo de l'ESN sur les migrants mineurs non accompagnés en cliquant ici : <http://www.esn-eu.org/videos>



Écoutez les podcasts du séminaire depuis la bibliothèque de podcasts de l'ESN (<http://www.esn-eu.org/audio/index.html>) ou téléchargez-les sur notre SoundCloud (<https://soundcloud.com/european-social-network>).

Partager

Des bonnes pratiques pour des services de qualité



Agy Pasek

Partenariat du
Gloucestershire
sur les handicaps
d'apprentissage
Royaume-Uni

« Participer à la quatrième rencontre du groupe de travail de l'ESN sur le handicap m'a donné l'occasion de rencontrer de nouvelles personnes et de découvrir des perspectives différentes. Faire partie de ce groupe de travail me donne une grande satisfaction dans mon métier et j'aimerais beaucoup aider à choisir les sujets des prochaines rencontres. »



Partager

Groupes de travail de l'ESN : Soins liés au vieillissement - Handicap

Lancés en 2014, ces deux groupes de travail de l'ESN ont clos leurs activités en 2016 en organisant chacun deux réunions ainsi qu'une session finale commune sur la planification des services pour les personnes âgées en situation de handicap. Parmi les questions abordées cette année, on trouve l'implication des usagers, le contrôle qualité, les travailleurs de l'aide sociale et les technologies.

Plus de 50 exemples pratiques ont été présentés par des membres de l'ESN et analysés avant chaque rencontre. Dans cette démarche, le secrétariat de l'ESN a été aidé par des universitaires et des consultants indépendants.

Le personnel des services sociaux aux personnes âgées

Les deux groupes de travail se sont penchés sur le sujet transversal de cette année : le personnel des services sociaux (voir pages 6-8) comme élément clé d'un service de qualité. Lors de sa quatrième réunion, les 11 et 12 février à Malines (Belgique), le groupe de travail soins liés au vieillissement a débattu des sujets que sont le recrutement et le maintien du personnel, le soutien aux professionnels, la préservation et les soins à apporter aux personnes âgées les plus vulnérables (démence sénile ou maladie d'Alzheimer), aide à domicile et aux personnes.

Notre hôte, la Sociaal Huis Mechelen, a fait visiter au groupe ses structures résidentielles et d'assistance, ce qui a lancé la discussion sur l'avenir des services de soins aux personnes âgées.

Une aidante d'origine nord-africaine a raconté au groupe son expérience : accepter une responsabilité de soins tout en travaillant et en élevant ses propres enfants. Elle a expliqué que les personnes âgées autour d'elles avaient souvent du mal à demander une aide, en partie parce qu'elles sont souvent peu informées sur les soutiens disponibles. « Discuter avec d'autres aidants est très utile pour sortir de l'isolement dans lequel [nous pouvons nous] retrouver », nous a-t-elle dit.

Le groupe a conclu que les stratégies locales comme nationales devraient prendre en compte les aidants formels et informels et que les autorités locales ont un double rôle : aider les personnes qui affrontent des défis particuliers, tels que la démence ou la maladie d'Alzheimer, tout en soutenant les migrants qui travaillent dans les structures d'accueil de long terme.



Toutes les pratiques ont été téléchargées sur notre bibliothèque de pratiques en ligne <http://www.esn-eu.org/practices/index.html>.

« Partager des expériences avec des experts d'autres pays a enrichi mes perspectives sur l'implication des usagers en Europe pour les personnes en situation de handicap ».

**Vanya Pandieva,
Centre pour une vie
indépendante, Sofia,
Bulgarie.**

Participation des usagers

La participation des usagers et la coproduction des services ont fait l'objet d'un débat au sein de notre groupe de travail sur le handicap à Sofia (Bulgarie) le 5 avril. Avec trois usagers venus de Bulgarie et du Royaume-Uni, les membres de l'ESN ont discuté des manières de les impliquer dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des services.

Devant les besoins et les attentes toujours plus forts dans un contexte financier difficile, la ville d'Aarhus (Danemark) a intégré l'implication des usagers dans la planification de la transformation de ses services handicap par le biais d'assemblées et d'ateliers de co-conception qui impliquent les usagers, leur famille et la population au sens large.

Dans le cadre de sa politique « Building Better Lives » le Conseil du comté du Gloucestershire (GCC) au Royaume-Uni a travaillé avec des associations locales d'usagers ayant des difficultés d'apprentissage pour concevoir ensemble un grand nombre de politiques et de services, comme la stratégie locale pour l'emploi. Alors que ses services étaient auparavant coûteux et peu efficaces pour les publics cibles, le GCC a réussi à développer des commandes plus rentables en matière de formation, de soutien en cas de crise et d'intervention précoce.

Les participants ont dû réfléchir à une recette pour l'implication réussie des usagers, qui inclut : une information accessible (p.ex. par des formats faciles à lire et des pictogrammes), la création d'une relation de confiance, la mise en place d'équipes ayant le temps et la capacité d'écouter les usagers, et la promotion des valeurs professionnelles telles que l'inclusion et la personnalisation.

Améliorer les services, améliorer la qualité de vie

L'amélioration de la qualité des services sociaux était au cœur de la rencontre des deux groupes de travail le 11 octobre à Brighton (R.-U.). En 2010, la Commission européenne a publié un cadre européen volontaire de qualité pour les services sociaux afin

d'améliorer la « capacité [des pouvoirs publics] à organiser et fournir des services sociaux de grande qualité ». Outre les aspects techniques et sanitaires, la participation et l'autonomie des usagers ainsi que la qualité du personnel ont été mises en lumière comme éléments cruciaux pour améliorer la qualité des services et, en fin de compte, la qualité de vie des usagers.

Qualité du personnel

Le groupe de travail de l'ESN sur le handicap s'est penché spécifiquement sur le rôle du personnel dans ce domaine. Des équipes bien formées, bienveillantes – et bien suivies – sont essentielles pour offrir aux usagers le soutien nécessaire ; tout comme la promotion d'une participation active des usagers.

En Irlande, la structure nationale qu'est le Health Service Executive (HSE) a créé une boîte à outils destinée à ses employés pour améliorer la qualité de ses services résidentiels. À Halmstad (en Suède), le département services sociaux a mis les retours et le bien-être des usagers au centre de ses pratiques et de ses évaluations qualité. Ce que l'on nomme le « feedback-informed model » (modèle informé par les retours usagers) a contribué à améliorer la relation entre usagers et services. Les preuves montrent que cette relation contribue

à améliorer le bien-être général d'environ deux tiers des usagers.

Alors que les besoins sont en pleine expansion (notamment grâce à l'amélioration de l'espérance de vie des personnes en situation de handicap) et que les usagers sont de plus en plus impliqués dans l'aide qui leur est proposée, les gestionnaires, fournisseurs et clients doivent faire face à de nouveaux défis. Parmi ceux-ci, l'adaptation des travailleurs sociaux aux besoins les plus complexes, la mutation de la culture professionnelle ainsi que la hausse de la flexibilité et de la réactivité.

Qualité des services hors les murs pour les personnes âgées

À la lumière de la question de la qualité des services résidentiels, le groupe de travail sur le vieillissement a débattu de l'adaptation des services institutionnels en services non institutionnels pour les personnes âgées respectant les préférences, les capacités et l'environnement social des usagers. Les participants ont débattu de la tension entre la prévention des risques et l'autonomie personnelle des usagers et entre les grands principes de qualité et leur mise en place dans des contextes individuels.

L'autorité finlandaise de supervision de l'aide sociale et de la santé (Valvira) a présenté son plan

d'autosuiivi, mis en place dans les services privés et publics partout dans le pays. Il définit le cadre des principes de l'aide sociale tout en laissant à chaque agence la flexibilité nécessaire pour l'adapter à ses particularités et manières de faire.

Bien vieillir avec un handicap

Le 12 octobre 2016, les deux groupes de travail de l'ESN se sont réunis à Brighton pour une session conjointe destinée à étudier les implications du vieillissement en situation de handicap, en particulier pour les personnes touchées par les troubles d'apprentissage.

Malgré l'amélioration de l'espérance et de la qualité de vie des personnes âgées, les personnes touchées par des troubles de l'apprentissage meurent généralement plus tôt que la moyenne. Les politiques existantes ont souvent du mal à répondre correctement à leurs besoins, ce qui rend la planification des services particulièrement délicate au sein de cette population hétérogène dont les besoins et le degré de handicap peuvent varier considérablement.



Innovation technologique

Le groupe de travail sur le vieillissement a également débattu du rôle des solutions technologiques pour répondre aux défis sociaux et améliorer la qualité des services non institutionnels pour les personnes âgées. Des membres de l'ESN venus de Belgique et d'Angleterre ont présenté leur usage de tablettes et de technologies simples de téléconférence par télévision afin de permettre aux personnes âgées isolées de plus communiquer avec leurs familles, leurs amis et leurs proches, de faire leurs achats et de contacter les services sociaux sans avoir à sortir de chez elles.

Les avantages des téléconsultations et de l'« aide virtuelle » ont été présentés par l'un de nos membres finlandais, qui ont souligné les gains d'efficacité réalisés grâce à cette technologie dans la ville de Lathi. Nous avons également pris connaissance du système Open Badge mis en place par le Conseil écossais des services sociaux, qui offre aux employeurs une reconnaissance systématique des compétences pratiques de leurs personnels. Ceci encourage la formation et permet d'identifier les compétences pertinentes pour le poste, outre les qualifications professionnelles et universitaires.

L'innovation en pratique sera au cœur de la 25ème conférence anniversaire de l'ESN à Malte : [essc-eu.org](#)



« Le format d'études de cas utilisé dans la réunion organisée par les deux groupes de travail est une bonne manière d'explorer les questions transversales au vieillissement et au handicap. J'ai trouvé la session conjointe sur le vieillissement en situation de handicap très pertinente. »

Karen Jackson,
Association des directions des services sociaux publics adultes (ADASS), et
Conseil du comté du Hampshire, Royaume-Uni.

Près de 25 participants ont formé des groupes pour établir un programme de suivi personnalisé pour quatre usagers fictionnels touchés par différents troubles (autisme, trisomie 21, IMC, troubles de l'apprentissage) ainsi que des symptômes complémentaires liés à l'âge, comme la démence ou le diabète. Pour les services sociaux publics, offrir un soutien adéquat signifie trouver le bon équilibre entre évaluation du risque et vie indépendante, entre les besoins et les contraintes financières.

Et demain ?

Les résultats de ces deux groupes – exemples pratiques analysés, débats et informations de fond – seront utilisés pour produire des boîtes à outils en 2017.

Plus de 50 exemples pratiques sont disponibles au téléchargement dans notre bibliothèque de pratiques.

Les membres retrouveront tous les supports et présentations dans la section « Projects » de l'espace membres.

Pour en savoir plus sur le travail de l'ESN sur le handicap et le vieillissement, merci de contacter nos chargées de mission Marianne Doyen (handicap) et Dorothea Baltruks (vieillessement).

Partager

Atelier : Délinquance juvénile en Europe Intégration active et réhabilitation

Les 11 et 12 juillet, l'ESN a organisé un atelier à Athènes sur l'importance de la prévention de la délinquance juvénile et de l'intégration des jeunes délinquants dans la société dans le cadre de notre travail au long cours sur les jeunes en situation de vulnérabilité.

Les participants ont appris que, partout en Europe, les jeunes délinquants peuvent vivre dans des environnements très variés, et correspondre à des groupes d'âge très différents. Certains peuvent être encore mineurs et vivre dans leur famille, tandis que d'autres sont de jeunes adultes qui ont pu avoir affaire au système de lutte contre la délinquance juvénile. Ils peuvent faire face à des problèmes de santé mentale, un faible niveau éducatif ou des discriminations face à l'emploi.

Les participants ont partagé leurs expériences en milieu familial, éducatif, carcéral,

en thérapie, en foyer ou en centre de réinsertion. Des présentations pratiques sur des équipes multidisciplinaires à Brighton (Royaume-Uni) et Hämeenlinna (Finlande) ont montré la pertinence de la coopération interservices et de la prévention au sein des populations. Les exemples de Kalix (Suède) et de Catalogne (Espagne) portaient sur la santé mentale et l'importance des interventions psychosociales dans le développement des jeunes délinquants.

Des intervenants de la ville d'Athènes, une école au sein d'une prison, un fournisseur de service tiers et le ministère de la Justice ont expliqué leur approche du soutien à apporter aux jeunes délinquants : soutien au sein de la communauté, supervision pendant le procès, éducation en prison et aide une fois leur peine purgée. Ils ont souligné l'importance de la coopération entre les

« Je pense qu'il est important de regarder les pratiques empiriques tels que notre modèle de suivi à la maison intensif et multidimensionnel des jeunes délinquants, car il couvre de nombreux aspects de leur vie. J'aimerais ajouter que je suis très satisfait de la structure et de la grande qualité de cet atelier très efficace. »

Andreas Gustafsson,
Conseil national des
soins institutionnels,
Suède



officiers de probation, les enseignants en prison, les travailleurs sociaux, les conseillers juridiques et les professionnels de la santé mentale.

Les discussions de groupe ont permis aux participants de dire « ce qui marche pour qui » dans ce domaine, en particulier sur la question de la prévention et de la coopération avec les services sociaux. Des messages-clés ont lancé la question de l'implication des autorités locales dans les « approches globales systémiques » et la nécessité de considérer chaque délinquant juvénile comme un enfant dans le besoin.

Le coût élevé de la prise en charge et de la détention provisoire ainsi que les taux de récidive ont également été discutés. Les débats ont conclu que les pouvoirs publics devaient investir dans des programmes de prévention et d'insertion

ciblant spécifiquement les jeunes délinquants et répondant à leurs besoins complexes et divers.

Pour en savoir plus sur le travail de l'ESN pour la jeunesse, contactez notre chargé de mission Kim Japing.



L'ESN a mis à disposition des exemples pratiques sur la question des jeunes délinquants dans sa bibliothèque de pratiques en ligne. <http://www.esn-eu.org/practices/index.html>



Découvrez notre vidéo sur les jeunes vulnérables en Europe ici : <http://www.esn-eu.org/videos/54/index.html>

Influencer : L'élaboration des politiques européennes et nationales



Jetta Klijnsma
Secrétaire d'État
aux Affaires
sociales et à
l'Emploi
Pays-Bas

« L'avenir sera local. Je veux un avenir où chacun participe, même les personnes qui font face à des difficultés. Nous devons en parler aux niveaux national et international ; ce faisant, nous contribuons à dessiner cet avenir »



Travailler à l'échelle européenne



Examens collégiaux sur l'intégration sociale

L'évaluation par les pairs ou examen collégial est un instrument-clé de la coopération entre États membres dans le domaine des politiques sociales. L'ESN contribue régulièrement à ces rencontres par la publication d'un article de réflexion et une présentation. En 2016, l'ESN a participé à un examen collégial sur les Social Community Teams (SCT) aux Pays-Bas, où nous avons présenté des initiatives locales similaires partout en Europe et les avons comparées aux équipes néerlandaises. L'ESN a également activement participé à un examen collégial sur la mise en place locale de l'indice actif de vieillissement (Active Ageing Index) en Allemagne, où nous avons argumenté que les

professionnels comme les personnes âgées devraient être activement impliquées dans l'adaptation et la mise en place de l'AAI près de chez eux.

Première Convention annuelle pour la croissance inclusive

Le 21 mars, la Commission européenne a organisé la Convention annuelle pour la croissance inclusive à Bruxelles, qui a réuni des responsables politiques et des représentants de la société civile pour réfléchir aux actions que l'UE peut mettre en place afin que tous les citoyens bénéficient d'une croissance véritablement inclusive.

Le Directeur général de l'ESN, John Halloran, a pris la parole lors de l'atelier portant sur Fonds européen pour les investissements stratégiques ; Alfonso Lara

Montero, Directeur des politiques de l'ESN, a tenu le rôle de rapporteur lors de l'atelier sur l'inclusion active. L'ESN a également organisé un événement conjoint sur le chômage de longue durée avec les réseaux Eurocities et Eurodiaconia, dans lequel Agy Pasek, du Conseil du comté du Gloucestershire, a présenté son programme emploi pour les personnes en situation de handicap.

Dialogue stratégique avec la Commission européenne et les différents acteurs

L'ESN participe activement aux rencontres stratégiques de dialogue organisées par la Commission européenne. Ces rencontres visent à donner à l'Union européenne des commentaires structurés de la part de réseaux européens sur les politiques de la Commission. En 2016,



des rencontres sur la mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes, sur le Socle des droits sociaux et l'avenir des systèmes d'emploi et d'assurance chômage. Lors de ces rencontres, nous nous sommes exprimés en faveur de systèmes de protection sociale qui soutiennent activement l'« empowerment » et la pleine citoyenneté des individus sur leurs territoires et dans leurs communautés.

Mise en œuvre des recommandations par pays de la Commission européenne

En 2016, la Commission européenne a publié une recommandation à destination de l'Espagne afin de l'encourager à améliorer la coopération

entre ses services sociaux et ses services d'aide à l'emploi dans le cadre du Semestre européen. Les 27 et 28 octobre, des délégués des services régionaux espagnols dédiés à l'emploi et à l'aide sociale, les autorités opérationnelles du FSE et le gouvernement se sont rencontrés pour discuter des manières de la mettre en œuvre.

Le directeur des politiques de l'ESN Alfonso Lara Montero a dirigé un groupe de travail qui a étudié des exemples pratiques de coordination entre services issus de notre rapport sur l'intégration des services afin de voir comment ceux-ci pourraient être mis en place au niveau régional.

Le Socle européen des droits sociaux

En 2015, le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker annonçait son souhait de développer un Socle européen des droits sociaux. Le 8 mars 2016, la Commission européenne en a présenté une ébauche préliminaire et lancé une consultation afin de recueillir l'avis des différents acteurs du secteur. Durant toute l'année 2016, la Commission s'est engagée dans des discussions sur le contenu et le rôle de ce Socle, et a organisé une audience sur l'avenir de l'aide sociale et le rôle du Socle, à laquelle l'ESN a participé le 30 juin. L'ESN a également publié une réponse à la consultation, où nous

soulignons que le Socle devrait prendre en compte le rôle important des autorités locales, dont le devoir est de protéger les publics vulnérables tout au long de la vie.

Durant l'année 2016. L'ESN s'est activement impliquée dans des échanges bilatéraux avec la Commission européenne. Lors de son discours prononcé à l'audience sur l'avenir des systèmes de protection sociale en juin, John Halloran a recommandé que les dispositions du Socle fassent écho aux devoirs des autorités locales : travailler avec les familles vulnérables, proposer des logements, protéger les enfants des situations de danger, préserver les adultes vulnérables en situation de handicap, fournir une prise en charge adaptée et le soutien nécessaire aux personnes âgées fragiles.

En décembre, l'ESN s'est positionnée sur le sujet par la publication d'un document d'orientation (« policy paper ») et a répondu à la consultation publique en ligne de la Commission.



« Il est important qu'autant de pays que possible se rassemblent pour échanger sur leurs expériences, car c'est dans ce partage que naissent et se développent les grandes idées. »

Jurgita Gajauskiene, Municipalité de Vilnius, Lituanie.

Contribuer au Semestre européen

L'ESN a lancé le Groupe de référence sur le Semestre européen en 2014 pour rendre les questions sociales et les défis des services publics sociaux locaux visibles dans le cadre du Semestre européen, le processus annuel de coordination des politiques économiques entre la Commission européenne et les États membres de l'UE. En 2016, le Groupe de référence a rassemblé des directeurs et des professionnels expérimentés travaillant dans les services sociaux publics de 25 pays.

Impliquer les autorités locales et les services sociaux dans les décisions politiques de l'UE

En novembre, nous avons publié notre troisième rapport annuel intitulé : *Connecting Europe with local communities - Social services priorities for the European Semester 2017*. La publication présente le point de vue des services sociaux publics sur le processus du Semestre européen 2016 et identifie

les priorités de politique sociale pour le cycle 2017.

Ce rapport comprend une étude des Rapports par pays de la Commission européenne 2016 et des Recommandations par pays menées par les membres du Groupe de référence. Les membres du groupe ont rempli un questionnaire et se sont réunis en septembre pour discuter des résultats. Cette rencontre fut également l'occasion de discuter du Semestre européen et du futur Socle des droits sociaux avec les représentants de la Commission européenne. Le rapport est aussi le résultat d'une coopération réussie avec l'Observatoire social européen, avec lequel l'ESN travaille sur le sujet depuis deux ans.

Le rapport comprend une analyse transnationale et 25 profils pays axés sur les services sociaux. De plus, les membres du groupe ont identifié 25 recommandations (une par pays) que devrait faire la Commission aux

gouvernements nationaux en 2017.

Des questions clés pour les services sociaux locaux

Le rapport soulève des questions clés sur la manière dont le Semestre européen répond aux défis socio-économiques des pays cités dans le rapport. Celles-ci comprennent l'impact de la consolidation financière des politiques publiques sociales et des budgets afférents, les stratégies coordonnées d'intégration sociale, le financement des services sociaux, les sans-abris et l'exclusion face au logement, les services à l'enfance, la prise en charge non institutionnelle ou « hors les murs », l'intégration des migrants et l'usage des fonds européens pour les services sociaux.

Une approche plus large de l'intégration sociale

Si les analyses de la Commission sont complètes, l'impression persiste que les



Recommandations par pays sont axées sur la discipline macroéconomique, la réduction des déficits et l'intégration sociale par l'emploi. Les membres du groupe ont donc demandé de porter une attention toute particulière au risque d'aggravation des inégalités et de polarisation au sein de la population afin de favoriser l'intégration sociale. À cette lumière, les Recommandations devraient être plus axées sur la réconciliation entre la priorité de la réduction des déficits et un niveau de dépenses sociales adéquat.

Et demain ?

La publication du rapport a coïncidé avec celle de l'Annual Growth Survey (AGS) 2017 de la Commission européenne. Ce document décrit les priorités qui devront être abordées au cours de l'année dans le cadre du Semestre. Dans une toute première évaluation, l'ESN suggère de prioriser la lutte contre la hausse des inégalités car (comme le reconnaît la Commission

européenne dans ce même document) de fortes inégalités réduisent la production économique et le potentiel d'une croissance durable tandis que la pauvreté et l'exclusion sociale restent élevées.

L'an prochain marquera la quatrième année du Groupe de référence de l'ESN. Ce sera l'occasion pour l'ESN et nos membres de revoir ce processus et de faire des suggestions pour les années à venir sur la manière de mieux impliquer les pouvoirs publics locaux dans la conception et l'évaluation des politiques sociales et macroéconomiques au niveau de l'UE.

« La force de la rencontre fut la présence de responsables de la Commission européenne, qui nous a permis d'échanger et de les influencer. Ils ont ensuite pu faire une analyse en profondeur des réponses venues des 25 États membres présents. »

Josée Goris, PPS
Intégration sociale,
Belgique.



Téléchargez notre rapport 2016 sur le semestre européen *Connecting Europe to local communities* : <http://www.esn-eu.org/raw.php?page=files&id=2288>

Entrer en contact avec des décideurs de toute l'Europe



Rich Amos

Gloucestershire
Voices

Royaume-Uni

« J'ai vraiment l'impression d'avoir acquis des savoirs pertinents sur les politiques et les pratiques liées à l'implication des usagers en Europe, en particulier des usagers en situation de handicap. C'était très enrichissant de découvrir la grande palette de pratiques mises en place partout sur le continent »

Témoignages des membres



1. Inspectorat de la protection sociale, Écosse – Helen Happer, Inspectrice en chef du suivi stratégique

Q : Pourquoi avez-vous rejoint l'ESN ?

R : J'ai été invitée à participer à l'évaluation par les pairs du projet « Investir dans les services à l'enfance pour répondre aux enjeux sociaux » à Barcelone et j'ai été impressionnée par les contacts que j'ai pu faire avec d'autres participants au séminaire. J'étais curieuse de découvrir ce projet, et d'en apprendre plus sur les différences, mais aussi les similitudes qui existent entre les pays.

Q : Selon vous, pourquoi est-il important d'échanger des connaissances dans votre domaine ?

R : Parce qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil : on apprend en écoutant les autres parler et on contribue en partageant ce que l'on a appris soi-même.

Q : Si vous deviez décrire en trois mots la valeur ajoutée de votre adhésion à l'ESN...

R : Je peux le faire en quatre : vous n'êtes pas seuls. Je pense qu'il est incroyablement utile de pouvoir regarder ce qui se passe autour de nous et d'apprendre des autres.



2. Centre public d'action sociale (CPAS), Courtrai, Belgique – Philippe De Coene, Président

Q : Pourquoi avez-vous rejoint l'ESN ?

R : Nous avons contacté l'ESN pour présenter un atelier lors de sa conférence annuelle à Lisbonne [en 2015]. Nous n'étions pas membres à l'époque, mais nous avons été impressionnés par la conférence, ce que nous y avons appris, le réseau qui s'y trouvait et les projets présentés. Nous avons trouvé l'expérience enrichissante. En rentrant à Courtrai, nous nous

sommes dit « Nous devons rejoindre ce réseau ».

Q : Selon vous, pourquoi est-il important d'échanger des connaissances dans votre domaine ?

R : Je voudrais répondre par un exemple. Pendant la conférence 2016 de l'ESN à La Haye, nous étudions chaque matin la liste des ateliers et nous nous les répartissions. Ainsi, nous pouvions avoir une bonne idée de toutes les idées présentées et écrire un bref rapport sur les éléments-clés afin d'en parler à notre retour à Courtrai. Ce partage d'information informe notre travail au quotidien.

Q : Si vous deviez décrire en trois mots la valeur ajoutée de votre adhésion à l'ESN...

R : Mieux connaître les idées, les politiques et les gens.



3. SUMAR, Espagne – Anna Tarafa, Assistante manager et responsable des communications

Q : Pourquoi avez-vous rejoint l'ESN ?

R : Ce sont les municipalités pour lesquelles nous travaillons qui nous ont demandé de rejoindre l'ESN, qui est pour eux une source de connaissances, un moyen de mieux connaître les services sociaux en Europe et de dépasser les frontières de leurs territoires. Pour elles, c'est également l'occasion d'apprendre des expériences d'autres municipalités.

Q : Selon vous, pourquoi est-il important d'échanger des connaissances dans votre domaine ?

R : Je peux vous parler d'un exemple : en novembre dernier, SUMAR a participé au groupe de travail sur le vieillissement. C'est une rencontre qui nous a beaucoup donné à réfléchir, et nous avons fait circuler ce que nous avons appris dans toutes les municipalités auprès desquelles nous travaillons.

Je peux vous donner un autre exemple : dans

les mois qui viennent, nous organiserons un événement en Catalogne sur l'innovation dans les services sociaux. Nous pensons utiliser les contacts que nous avons pris auprès des autres organisations européennes de l'ESN pour montrer des pratiques innovantes dans d'autres pays.

Q : Si vous deviez décrire en trois mots la valeur ajoutée de votre adhésion à l'ESN...

R : Connaissance, innovation et réseau.



4. Conseil municipal de Brighton et Hove, Angleterre – Pinaki Ghoshal, Directeur enfance, familles et éducation.

Q : Pourquoi avez-vous rejoint l'ESN ?

R : Brighton était membre de l'ESN par le passé. Nous avons décidé de redevenir membres car il est pour nous très important d'être liés à des réseaux plus larges et d'avoir l'occasion d'apprendre des autres pour améliorer notre travail chez nous.

Faire partie de l'ESN est également utile pour offrir aux travailleurs sociaux

l'opportunité de travailler à une échelle plus large.

Q : Selon vous, pourquoi est-il important d'échanger des connaissances dans votre domaine ?

R : Souvent, nos approches sont similaires à celles d'autres pays, mais nous parvenons aux mêmes résultats par différentes voies, qui ne sont pas toujours les plus efficaces. Ce n'est pas toujours nécessaire de « réinventer la roue » : il faut être conscient que d'autres ont pu inventer des roues très bien faites et qu'elles ont uniquement besoin d'être modifiées et améliorées.

Q : Si vous deviez décrire en trois mots la valeur ajoutée de votre adhésion à l'ESN...

R : Apprendre, partager, s'améliorer.

Apprendre : il est arrogant de penser que l'on connaît toutes les réponses.

Partager : ce que nous faisons dans notre domaine est intéressant et nous avons la responsabilité de le partager.

S'améliorer : Il y a un programme national très ambitieux pour améliorer la qualité des services sociaux pour les enfants et nous devons faire de notre mieux.

L'avenir sera local !

La Haye 2016

24ème Conférence européenne des services sociaux

Redonner du pouvoir au tissu local, lutter contre la pauvreté, améliorer les vies

Organisée en coopération avec la présidence néerlandaise du Conseil de l'Union européenne, la 24ème Conférence européenne des services sociaux s'est déroulée à La Haye les 20 et 22 juin 2016. Elle a exploré comment les services publics pouvaient mieux collaborer avec les communautés locales et les citoyens dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Le grand événement annuel de l'ESN, qui a accueilli plus de 320 délégués issus de 36 pays d'Europe et d'ailleurs, fut une occasion sans pareille de partager ses connaissances et compétences. Ce fut également l'occasion pour les professionnels du secteur social de nouer de nouveaux contacts.

Pendant quatre sessions plénières, vingt-deux ateliers et trois nouveaux débats « Shape the debate », les délégués ont débattu de la décentralisation des services sociaux, du besoin croissant d'impliquer les citoyens dans la planification des services et de l'avenir des services sociaux locaux.

« Nous visons à créer un terrain d'entente large et commun avec les réseaux sociaux dans tous les quartiers... autour de l'idée d'une communauté de pratiques »

Ahmed Aboutaleb,
Maire de Rotterdam,
Pays-Bas



« L'intégration par le biais de la décentralisation est le moteur de l'innovation locale... Notre objectif est une innovation axée sur les usagers qui engage les citoyens et permette aux communautés de s'épanouir »,

Janet Menard,
ministre adjointe des
Services sociaux et
communautaires,
Ontario, Canada





La décentralisation à la croisée des chemins

Alors que près de la moitié des pays européens se sont engagés dans une réforme territoriale au cours des dernières années, on reconnaît de mieux en mieux le rôle que peut jouer la prise en charge communautaire des défis sociaux.

Frédéric Vallier, Secrétaire général du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) a posé le décor en soulignant les défis et opportunités actuels des pouvoirs publics locaux en Europe.

La décentralisation est également synonyme de coupes budgétaires au niveau local, qui ont un impact sur les services non institutionnels ; cela mène les municipalités à se concentrer exclusivement sur leurs devoirs plutôt que sur la prévention et le renforcement du tissu local.

René Paas, ancien président de l'Association des Directeurs des services sociaux et emploi aux Pays-Bas (Divosa), a avancé l'argument selon lequel « penser de manière cloisonnée, compter sur une bureaucratie excessive et tenter d'empêcher

les municipalités d'agir différemment sont des facteurs décisifs de l'échec des décentralisations ».

Redonner du pouvoir au tissu local, impliquer les usagers

Pour de meilleurs résultats qualitatifs, la coproduction et l'implication des usagers et des citoyens sont des sujets qui sont souvent revenus sur le tapis. Comme le souligne Chris Sigaloff du « think and do tank » Kennisland, « plus que de créer de nouvelles structures, nous avons besoin de créer de nouvelles manières de communiquer et d'interagir ».

Dans un discours enthousiasmant, Ahmed Aboutaleb, le maire de Rotterdam, a souligné que les communautés locales avaient besoin de pouvoirs publics forts, qui nourrissent les talents des citoyens et permettent aux individus de modeler activement leurs communautés locales.

De très nombreux d'ateliers qui ont vu la participation d'un grand nombre d'organisations européennes, parmi lesquelles des membres de l'ESN tels que la région de Catalogne, Social Work Scotland et le Centre des politiques sociales de Mazovie en Pologne,

ont illustré ces messages-clés par des exemples parlants d'initiatives menées par les usagers, d'approches intégrées et de technologies employées à autonomiser les citoyens.

Sascha Haselmayer, de Citymart (New York) a présenté de nouvelles formes d'achats publics capables d'autonomiser les citoyens tout en améliorant les résultats. Par exemple, l'Open Challenge lancé par le conseil municipal de Barcelone a reçu 119 offres de la part de 55 000 citoyens et entrepreneurs, créé 12 nouvelles entreprises, fait baisser les coûts de 30 % tout en obtenant de meilleurs résultats qualitatifs que les méthodes traditionnelles.

En Bosnie-Herzégovine, un pays touché par la corruption et le chômage, l'entrepreneur social Zoran Puljic de la fondation Mozaik a expliqué comment il travaillait main dans la main avec les municipalités et les jeunes pour développer des projets menés par les jeunes.



Découvrez notre toute dernière vidéo « Celebrating 25 years of knowledge sharing » ici : <http://www.esn-eu.org/videos/55/index.html>



Rich Amos, représentant des usagers handicapés et venu du Gloucestershire (Angleterre), a renforcé ce message en demandant de « faire confiance aux gens pour qu'ils puissent contribuer à la société ».

Modeler l'avenir des services sociaux locaux

En gardant à l'esprit la Conférence de 2017, qui se penchera sur l'innovation au niveau local, l'édition 2016 a également mis en lumière l'importance des TIC et des technologies afin de faciliter une approche communautaire des services sociaux. Les partenaires du secteur que sont Edenred, IBM Watson Health, l'Institute for Digital Government de SAP et Esri ont montré les dernières tendances en matière d'innovation pour les services sociaux.

leur devoir de protection. Il faut donc rééquilibrer les devoirs pour prendre en compte le travail communautaire

2. Au niveau européen, le futur Socle des droits sociaux devrait suivre une approche axée sur le cycle de vie et assurer des standards adéquats en matière de revenus et de services sociaux

3. Au niveau local, il faut revoir les indicateurs de qualité des services sociaux, parmi lesquels ceux qui prennent en compte la participation des usagers et des citoyens en général.



La table ronde de clôture a rassemblé des délégués de la Commission européenne, des pouvoirs publics nationaux et régionaux, des associations nationales de directeurs de services sociaux ainsi que des tiers et des représentants des usagers, qui ont ensemble débattu de l'avenir des services sociaux au niveau local.

Voici quelques-unes des grandes conclusions :

1. La décentralisation est trop souvent synonyme de coupes budgétaires locales, ce qui pousse les travailleurs sociaux à axer leur travail uniquement sur

« La conférence est une excellente occasion d'échanger des idées et des connaissances, ce qui nous aide à nous montrer innovants dans nos propres services et dans notre pratique au quotidien »

Carlos Santos Guerrero, chef de la coordination des services sociaux communautaires, Communauté autonome de Galice, Espagne

2017 promet d'être une année pleine d'action pour l'ESN. Nous avons un grand nombre de projets prévus et nous travaillerons avec nos membres pour améliorer les transferts de connaissances, mieux partager les bonnes pratiques et renforcer l'innovation dans les services sociaux.

Le programme de l'ESN pour 2017 est axé sur les priorités de la Commission européenne sur la réforme des services sociaux et la modernisation de la protection sociale. Il répond également aux grands challenges des services sociaux publics d'aujourd'hui, comme la crise des réfugiés, et fait le bilan des activités mises en place dans notre stratégie 2014-2017 pour parvenir à de nouvelles priorités 2018-2020.

Pour suivre la publication de l'étude Investir dans les services à l'enfance pour répondre aux enjeux sociaux, l'ESN travaillera avec ses membres pour organiser des événements nationaux au cours desquels seront présentés les résultats du rapport et les défis de la mise en œuvre de la recommandation de la Commission européenne « Investir dans l'enfance ».

L'ESN, qui prend en compte les difficultés des services sociaux qui doivent travailler avec un nombre toujours croissant d'enfants réfugiés demandeurs d'asile et les lacunes politiques à leur majorité, explorera ces questions en profondeur lors d'un séminaire.

L'ESN publiera deux boîtes à outils destinées aux praticiens expérimentés dans les services sociaux locaux sur l'intégration des soins et l'indépendance sur les deux sujets que sont le handicap et le vieillissement.

Pour créer une Union économique plus juste et plus sociale, les membres du Groupe de référence de l'ESN sur le semestre européen continueront d'analyser les programmes de réforme nationaux et les recommandations par pays de la Commission, et de donner leurs conclusions dans un rapport.

Enfin, devant la modernisation de la protection sociale et des services sociaux, l'ESN organisera une série de rencontres sur l'avenir de la protection sociale. L'une d'entre elles prendra la forme d'un Forum dans lequel tous les membres de l'ESN pourront définir des priorités-clés pour la stratégie 2018-2020.

Comment nous
travaillons

Rassembler les
compétences et
les connaissances
de toute l'Europe



Harri Jokiranta

Responsable de
projet Protection
sociale et réforme
du système de
santé, Ostrobotnie
du Sud

Finlande

« J'ai vraiment l'impression d'avoir acquis des savoirs pertinents sur les politiques et les pratiques liées à l'implication des usagers en Europe, en particulier des usagers en situation de handicap. C'était très enrichissant de découvrir la grande palette de pratiques mises en place partout sur le continent »

Comment nous travaillons

Notre équipe à Brighton



Le Secrétariat de l'ESN

L'ESN compte une équipe internationale aux compétences multiples venue de toute l'Europe, et qui parle 11 langues. Elle est dirigée par John Halloran, Directeur général. Notre Secrétariat est basé à Brighton, une ville européenne et diverse, forte de sa scène culturelle et musicale très vivante.

Politiques

Notre équipe Politiques est dirigée par Alfonso Lara Montero, Directeur des Politiques, qui est responsable de la gestion du programme financé par la Commission européenne et des relations avec celle-ci. Cette équipe travaille sur un grand nombre de sujets. Alfonso est responsable des sujets axés sur l'enfance et la famille, l'« evidence-based practice » et les politiques européennes. Dorothea Baltruks travaille sur le vieillissement, l'inclusion active et l'emploi ; Kim Nikolaj Japing sur la santé mentale

et la jeunesse ; Marianne Doyen sur le handicap, les Fonds structurels et d'investissement européens et le Semestre européen. Toute l'année, nous accueillons de jeunes diplômés au sein de notre programme de stage politiques et communication.

Communication

Susan Clandillon, responsable senior des communications et Anita Alfonsi, responsable communications et données, font connaître notre travail par différents moyens et modes de communication. Elles sont chargées de notre site internet, des publications, des vidéos, des podcasts et des newsletters. Cette année, l'équipe communication a également accueilli temporairement de jeunes diplômés pour les aider au développement des données et à la communication des messages-clés.

Relations membres et administration

Andreas Juul Standley-Johansen, manager opérations et développement, est chargé des membres, des rapports financiers et du développement des partenariats. Il prend également en charge l'organisation de toutes les activités financées par le programme de la Commission européenne. Hana Bellova, support opérationnel et business, gère l'administration financière, la gouvernance, les ressources humaines et assiste le Directeur général.

Conférence européenne des services sociaux

Notre conférence annuelle est organisée par David Scurr, manager de la conférence et Aurelia Mandato, chargée d'organisation.



Cette publication a bénéficié du soutien financier du Programme de l'Union Européenne pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI) (2014-2020). Pour de plus amples informations, veuillez consulter la page suivante : <http://ec.europa.eu/social/easi>

Les informations contenues dans cette publication ne reflètent pas obligatoirement la position officielle de la Commission européenne.

Conçu et créé par mosaiccreates.co.uk

Texte agencé et adapté par : Susan Clandillon
Photos sélectionnées par : Susan Clandillon, Jake Gillam-Smith
Photos réalisées par : Katariina Jarvinen, Andreas Juul Standley-Johansen,
Simon Pugh, Martin Viazanko.

